

Covid-19 : les 5 erreurs criminelles du gouvernement Macron

Date : 25-03-2020



Malgré des phrases creuses telles que « *nous sommes en guerre* » ou « *décrétons l'état d'urgence sanitaire* », la gestion de la pandémie du covid-19 par le gouvernement *En Marche !* se caractérise par un amateurisme sans nom, avec de lourdes conséquences à la clé. Voici cinq erreurs impardonnables :

1) Avoir laissé la pénurie de masques s'installer

Sous Sarkozy, face à la grippe H1N1, la ministre de la santé Roselyne Bachelot, pourtant peu compétente, avait accumulé près de [600](#) millions de masques FFP2 et un milliard de masques chirurgicaux, et sous Macron, zéro masque FFP2, et seulement 120 millions de masques chirurgicaux disponibles au début de la pandémie ! La pandémie a commencé en janvier, et le premier foyer de cas sur le territoire français s'est déclaré le 23 février, et ce n'est pourtant que le 4 mars que le gouvernement s'est préoccupé de [réquisitionner](#) la production nationale de masques, et le 21 mars, soit cinq jours après le début du confinement, que [250](#) millions de

masques ont été commandés par le gouvernement... L'État avait deux mois pour commander des masques qui auraient pu sauver de nombreuses vies, mais il n'a rien fait ! Comble de l'indécence, pour cacher cette pénurie, le Premier ministre a [affirmé](#) que le port du masque n'était « *pas recommandé* » ! [Réponse](#) de médecins : « *faute de disposer d'un nombre suffisant de masques, la position du gouvernement et de la direction générale de la santé a été de dire qu'ils ne servaient à rien en dehors de l'équipement des personnels hospitaliers. Ceci est faux.* »

2) Ne pas avoir mis en place de dépistage massif

La [consigne](#) du directeur général de l'OMS est clair : « *Testez, testez, testez les gens ! Vous ne pouvez pas combattre un incendie les yeux bandés* ». [Réponse](#) de Jérôme Salomon, directeur général de la santé : « *La France n'est pas visée [par ces recommandations]. En circulation active, les tests n'ont pas beaucoup d'intérêt, aucun pays ne l'a fait* ». Double-mensonge. La Corée du Sud, Taïwan et Singapour sont parvenus à endiguer la mortalité due au covid-19, et la plupart des médecins attribuent cette réussite à un [dépistage massif](#). Quant à la théorie hasardeuse selon laquelle les tests n'auraient « *pas beaucoup d'intérêts* », Jérôme Salomon lui-même a fini par se contredire en [actant](#) « *un changement de doctrine* » et en promettant, le 24 mars, soit trois mois après le début de la pandémie (!), d'augmenter les capacités de tests de dépistage, de 9 000 par jour actuellement à [29 000](#). Un attentisme d'autant plus criminel que la France compte des champions de l'industrie pharmaceutique et un secteur chimique extrêmement performant.

3) Avoir laissé les élections municipales se dérouler

Le 14 mars, le Premier ministre a tenu un discours solennel pour demander à la population de rester chez soi, et, dans le même temps, il a incité la population à participer aux élections municipales du lendemain, alors qu'il savait pertinemment que cela allait accélérer la propagation du coronavirus. Résultat : des assesseurs ou des présidents de bureaux ont été testés positifs ou ont déclaré des symptômes graves attribués au covid-19 par des médecins, notamment à [Billom](#) (Puy-de-Dôme), [Montmagny](#), [Franconville](#) (Val-d'Oise) ou bien encore [Paris](#). Et ce n'est probablement que la partie émergée de l'iceberg...

4) Instaurer un confinement-passoire en laissant trop

de salariés travailler

Le confinement aidera certes à [retarder](#) la propagation du covid-19 selon l'avis de nombreux médecins, mais malgré ses gesticulations sécuritaires, le gouvernement a fortement réduit son efficacité en maintenant la plupart des activités économiques, y compris dans des secteurs non-essentiels. La ministre du Travail Muriel Pénicaud a [déclaré](#) qu'il y a « *très peu de secteurs* » incités à ne pas travailler, alors-même que le respect des mesures sanitaires de base – mise à disposition de gels hydroalcoolique, respect d'une distance d'un mètre entre les personnes, présence de poubelles fermées – ne sont souvent pas respectés sur les lieux de travail. Ce n'est pas en commandant sur Amazon, en se faisant livrer par Deliveroo et en continuant à se déplacer pour le travail que l'on inversera la courbe des décès. Pour le moment, seuls [730 000](#) salariés sont en chômage partiel alors que la France compte [25 millions](#) de salariés. Et la tendance ne devrait pas s'améliorer, puisque le gouvernement remet en cause les 35 heures et les congés payés au nom de l'urgence sanitaire, et autorise des semaines de [60 heures](#) dans certains secteurs... Restez chez vous, mais allez bossez !

5) Sacrifier les plus fragiles

À ces lourdes erreurs s'ajoutent un choix inhumain. Les plus fragiles, les SDF, les détenu-e-s ne sont pas pris en compte. Dans le cas des SDF, Macron avait [promis](#) qu'il n'y aurait « *plus personne à la rue* » pendant sa campagne, mais en réalité, les SDF sont toujours à la rue, et certains d'entre eux ont même été [verbalisés](#) pour non-respect du confinement, même si la police promet que ce sont des cas exceptionnels. Pire encore, les autorités ne leur fournissent aucun matériel de protection, alors qu'ils sont contraints de rester toute la journée dans la rue, donc dans des espaces collectifs, et les associatifs qui continuent de leur venir en aide ne sont pas non plus protégés. Les détenu-e-s sont aussi particulièrement exposés à la maladie du fait de la surpopulation carcérale et du manque d'accès aux soins et aux produits d'hygiène, faisant ainsi des prisons des bombes à retardement, en sachant que les interactions avec le monde extérieur sont quotidiennes, ne serait-ce que par les allers et venues des surveillants pénitentiaires. D'un point de vue sanitaire, il faut donc libérer un maximum de prisonniers, bien plus que les 5 000 libérations annoncées par le gouvernement – indigne à l'heure où l'Iran annonce [85 000 libérations](#) –, au lieu de les faire [pourrir au mitard](#) quand ils présentent des symptômes.

Chacunes de ces négligences auront probablement comme conséquence des milliers de décès qui auraient pu être évités. Si l'on rajoute à cela le saccage de l'hôpital public depuis des décennies, la responsabilité du gouvernement est très lourde et devrait malheureusement encore s'alourdir. Une fois la crise sanitaire passée, ils devront payer !